

La menace djihadiste en Grande Asie centrale

par **Didier Chaudet**

Didier Chaudet est chercheur au Centre Russie/NEI de l'Ifri. Il enseigne les questions de sécurité en Grande Asie Centrale à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a notamment publié, en collaboration avec Florent Parmentier et Benoît Pélodidas *L'Empire au miroir. Stratégies de puissance aux États-Unis et en Russie* (Genève/Paris, Droz, 2007).

La menace islamiste en Grande Asie centrale est complexe à définir. La plupart des mouvements actuels y demeurent politiques et non armés. Certains d'entre eux sont pourtant plus préoccupants. L'aggravation future de la menace djihadiste pourrait être liée aux événements d'Afghanistan et du Pakistan, mais aussi être encouragée par les répressions internes d'États peu démocratiques. Les développements à venir de la zone Afghanistan-Pakistan restent déterminants pour l'ensemble de la région.

politique étrangère

L'Union européenne (UE) s'intéresse depuis peu à l'Asie centrale. Elle a défini six grandes priorités pour aborder la région, l'une concernant les « menaces communes ». On pense bien sûr ici à la prolifération nucléaire ainsi qu'aux trafics (drogue, armes, personnes). Après le 11 septembre, il est aussi difficile d'oublier la menace djihadiste¹. Cette dernière est pourtant plus difficile à définir que les autres. Il y a eu de réelles tensions entre pouvoirs locaux et islamistes, jusqu'à la guerre civile au Tadjikistan ; mais les mouvements sont divers, et leur dangerosité à définir. Par ailleurs, une vision figée par la guerre froide amène à penser l'Asie centrale post-soviétique et l'Afghanistan, proches par l'histoire et la géographie, comme deux mondes distincts. La question est donc double : l'Asie centrale est-elle menacée par le djihadisme ? Et cette menace s'inscrit-elle dans le cadre régional de la « Grande Asie centrale » ?

1. On appellera « djihadiste » tout groupe ou individu prônant le renversement du pouvoir en place pour le remplacer par un régime islamiste, et choisissant la violence pour obtenir ce résultat.

Des islamistes non violents, producteurs de tracts et de fantasmes

Les organisations islamistes non violentes mais indépendantes ont en commun de provoquer l'incrédulité dans les capitales centre-asiatiques et chez certains analystes occidentaux. Leur pacifisme est souvent considéré comme masquant de sombres desseins. Certains voient par exemple dans le Hizb ut-Tahrir (Parti de la Libération, HT) un mouvement prêt à remplacer Al-Qaïda. Concrètement pourtant, la menace sécuritaire paraît fictive².

Le Hizb ut-Tahrir

Le HT semble être considéré comme le danger principal par les pouvoirs locaux. Pour Ahmed Rashid, on retrouve dans les prisons d'Asie centrale plus de membres du HT que de tout autre mouvement d'opposition³. Créée en 1953, cette organisation internationale, dont le quartier général se trouve au Liban, est implantée un peu partout dans le monde, de manière légale ou illégale, de Londres à Astana. En termes idéologiques, le mouvement n'a rien de modéré. Le HT milite activement pour la renaissance d'un califat, c'est-à-dire pour la création d'une structure étatique supranationale englobant tous les territoires à majorité musulmane. L'autorité politique que le HT appelle de ses vœux refuserait d'être membre de l'Organisation des Nations unies (ONU), ou d'avoir des relations diplomatiques avec des puissances vues comme impérialistes (en particulier les États-Unis). Elle serait également en guerre avec Israël. De même, le groupe croit à l'inévitabilité du choc des civilisations⁴.

Une telle vision comporte un risque de radicalisation dans un sens djihadiste. Mais le HT se veut également non violent, donc radicalement non djihadiste. Il s'appuie sur une justification religieuse : les membres du Parti doivent être comme le Prophète à La Mecque avant qu'il n'obtienne la direction politique de Médine : ils se doivent de conquérir les cœurs et les esprits, pour mieux pouvoir prendre le pouvoir. D'où une logique en trois étapes : une structure viable doit être créée ; puis le groupe HT local doit mener une propagande intensive visant les musulmans de la région, dans le but d'en gagner une grande majorité à ses idées ; ce qui permet d'arriver à la prise de pouvoir sans violence, grâce à un soutien populaire massif. Cette logique n'est pas du goût de tous les militants : certains

2. Pour une analyse plus détaillée du Hizb ut-Tahrir en Asie centrale, voir D. Chaudet, « Hizb ut-Tahrir: An Islamist Threat to Central Asia? », *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol.26, n° 1, avril 2006.

3. A. Rashid, *Jihad: The Rise of Militant Islam in Central Asia*, New Haven/Londres, Yale University Press/World Policy Institute, p. 115.

4. Hizb ut-Tahrir, *The Inevitability of the Clash of Civilisations*, Londres, Al Khilafah Publications, 2002.

auraient aimé passer à des actions plus radicales en réaction à la conquête américaine de l'Irak⁵. Mais la direction est restée ferme. Cette dernière n'a accepté aucune variation idéologique depuis la fondation du mouvement. Par contre, elle sait laisser une marge de manœuvre aux groupes nationaux pour leur permettre d'avoir le meilleur impact sur la population locale. Ainsi, en Ouzbékistan, les tracts du HT dénoncent la situation politique.

Au Kirghizstan, où le poids de l'État se fait moins sentir, les problèmes sociaux sont mis en avant. Le but est d'obtenir le soutien de la population, et le HT s'y emploie avec succès semble-t-il. Il le doit notamment à des membres dévoués, prêts à agir selon les ordres de leurs leaders, même si cela implique de se faire arrêter. On l'a vu le 15 février 2007, au Kirghizstan : alors que le groupe n'a plus le droit d'agir dans cette République depuis un jugement de la Cour suprême de 2003, le HT national n'a pas hésité à faire savoir par voie de presse qu'il allait envoyer une aide humanitaire à Naryn. La zone avait en effet subi le 26 décembre 2006 un tremblement de terre ayant détruit 5 500 bâtiments⁶. L'équipe du HT venue aider à reconstruire et à distribuer l'aide a bien sûr été arrêtée dès son arrivée, mais le message était passé : le Hizb ut-Tahrir veut aider le peuple, ce que l'État ne fait pas. Il s'agissait également ici d'associer la propagande au fait : les tracts du mouvement mettent en avant une rhétorique socialisante, très anticapitaliste. Ce qui lui permet de gagner à sa cause nombre de militants dans les couches sociales souffrant le plus de la situation économique post-soviétique.

Non seulement cette propagande est efficace, mais les États de la région n'ont su répondre que par l'interdiction et par la répression, deux méthodes qui se sont avérées sans effet. En Ouzbékistan par exemple, les niveaux inférieurs de l'organisation ont été seuls touchés, laissant un leadership intact et capable de reconstituer rapidement une base. Un tel échec est dû à l'incapacité des services de sécurité à pénétrer une organisation sans fonctionnement hiérarchique, composée de cellules de cinq à sept personnes dont seul le leader connaît l'échelon supérieur. On estime à environ 15 000 à 20 000 le nombre de partisans du HT en Asie centrale⁷.

Les États répondent à la propagande par la répression

5. A. Khamidov, « Eurasia insight - Hizb ut-Tahrir faces internal split in Central Asia », *Eurasianet.org*, 21 octobre 2003.

6. T. Sagynova, « Reporting Central Asia - Hizb ut-Tahrir Emboldened in Kyrgyzstan », *IWPR.net*, 12 mars 2007.

7. International Crisis Group (ICG), *Radical Islam in Central Asia: Responding to Hizb ut-Tahrir*, Osh/Bruxelles, ICG, « Asia Report », n°58, 30 juin 2003, p. 17.

Cette organisation est donc radicale par son idéologie et résiste bien à la répression. Mais il n'y a aucune preuve tangible de passage à la violence. Les seules accusations viennent de sources officielles, et n'ont été corroborées par aucune analyse indépendante, aucun fait. Si l'organisation était dangereuse, elle serait sans doute passée à l'action lors de la révolution des Tulipes de mars 2005 au Kirghizstan. Or elle n'a pas su ou pas voulu mener d'action de grande envergure pendant cette période. On semble donc bien loin du dangereux mouvement dépeint par certains⁸.

Le Tablighi Jamaat

Le Tablighi Jamaat (Groupe de la transmission [du message islamique], TJ) s'est imposé comme l'autre grand groupe non violent de la région. Dans le seul Kirghizstan, il compte 10 000 membres. Tout comme le HT, cette organisation étrangère à l'univers centre-asiatique a réussi à devenir importante régionalement. Le TJ est apparu en Asie du Sud à la fin des années 1920. Au début des années 1990, et même auparavant, des membres du TJ du Pakistan, ou d'ailleurs, venaient prêcher avec l'aide de traducteurs. Aujourd'hui, on peut affirmer que le travail de mission du TJ est mené par des Centre-Asiatiques qui ont suivi une formation en Asie du Sud⁹. Hors Kirghizstan, ce groupe est considéré comme une nuisance, voire comme une menace. Au Kazakhstan, cela signifie une répression réelle mais mesurée : interruption des réunions du TJ par les forces de l'ordre, ou amendes contre des prêches considérés comme illégaux. En Ouzbékistan, la situation est autrement plus tendue : en septembre 2004, lors d'une conférence télévisée, Islam Karimov a présenté le TJ comme l'une des organisations islamistes défendues par les organisations non gouvernementales (ONG) occidentales coupables, selon lui, de terrorisme. Cette dénonciation s'est accompagnée d'une plus grande répression. Au deuxième semestre 2004, trois jugements ont visé des membres du TJ, utilisant les articles 159 (tentative de subversion du régime constitutionnel) et/ou 244 (établissement ou participation à une organisation religieuse interdite) du code criminel ouzbek¹⁰.

Pourtant, rien n'incite à voir le TJ comme une menace. On peut prendre l'exemple de Khabibulo Khadmarov, condamné à six ans de prison en Ouzbékistan le 14 juin 2004. Son crime ? Être membre du TJ, et avoir eu en sa possession un document théologique. Le manuscrit a été jugé

8. On pense ici notamment à Ariel Cohen et Zeyno Baran, deux analystes de Washington, proches des milieux conservateurs. Leurs analyses sont autrement plus alarmistes sur le HT.

9. I. Rotar, « Civil society - Pakistani Islamic Missionary Group Establishes A Strong Presence in Central Asia », *Eurasianet.org*, 23 juillet 2007.

10. G. Saidzimova, « By Country - Uzbekistan : Tabligh Jamaat Group Added to Uzbek Government's Blacklist », *RFE/RL.org*, 20 décembre 2004.

« extrémiste » par les experts du département de Philosophie de l'Institut polytechnique de la Ferghana. Or, du temps de l'Union soviétique (URSS), ce département portait le nom de « département de l'Athéisme scientifique »... L'affaire illustre moins la dangerosité de l'accusé que le rapport entretenu par l'État centre-asiatique avec la religion. La répression contre les mouvements non violents traduit la recherche d'un monopole sur le religieux et les peurs d'une élite, formée à l'idéologie soviétique, qui redoute une organisation religieuse qui ne serait pas sous son contrôle.

Pour juger de la dangerosité potentielle du TJ, il faut étudier son idéologie. Le but du TJ est de faire un travail de mission auprès des musulmans pour en faire des croyants par choix, et non par héritage culturel. Il évite tout débat théologique et s'interdit toute position politique : quel que soit le régime politique, il s'agit de faire en sorte qu'au niveau individuel les musulmans vivent leur foi au quotidien et soient unis. Le TJ ne souhaite pas imposer la loi islamique par la prise de pouvoir. Il s'agit plutôt d'aller prêcher par le porte-à-porte, de faire en sorte que l'individu s'impose la charia à lui-même. Certes, le retrait du monde prôné par le TJ signifie également un rejet du monde tel qu'il est. L'approche communautaire du mouvement peut aussi amener certains membres à voir le monde en blocs de civilisation antagonistes. Mais au niveau du mouvement dans son ensemble, il n'y a eu aucun appel à la lutte armée. Si le risque existe, c'est au niveau d'individus qui peuvent décider de défendre l'entité islamique contre divers ennemis. Certains anciens du TJ l'ont fait, mais ils ont également rompu avec le mouvement pour aller dans ce sens. Selon les spécialistes, le groupe pourrait être potentiellement facteur tant de radicalisation que de modernisation, voire de sécularisation¹¹.

Des mouvements authentiquement djihadistes

Deux mouvements centre-asiatiques d'importance, se réclamant de l'islam politique, ont choisi d'user de la violence : le Hizb-i Nehzat-i Islami (Parti de la renaissance islamique, PRI) tadjik et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO).

L'évolution des grands mouvements djihadistes connus

Le PRI n'est clairement plus une menace. Son évolution représente même un espoir politique pour l'Asie centrale. En effet, depuis 1997, après une guerre civile particulièrement dure, la paix a été signée, et les islamistes ont

11. Voir Y. Sikand, *The Origins and Development of the Tablighi-Jama'at (1920-2000)*, New Delhi, Orient Longman, 2002, p. 261-263.

intégré le jeu politique tadjik. Ladite guerre (1992-1997) s'est avérée d'autant plus violente qu'elle se nourrissait de tensions régionales plus que de désaccords politiques. Mais si la majorité des islamistes souhaitent oublier le cauchemar de la guerre, certains semblent vouloir continuer le combat. Ainsi des déçus du PRI ont-ils décidé de reprendre les armes autour d'un groupe né en 1997 et nommé Bayat (« Serment »). Ils se sont fait connaître par des actes de violence au Tadjikistan, notamment contre les mosquées tenues par des imams proches du pouvoir, mais aussi en combattant au côté des talibans. Leur existence prouve toute l'importance du processus de paix entre pouvoir et islamistes au Tadjikistan. Pour l'instant, la majorité des anciens combattants ne souhaitent en aucun cas revivre la guerre, même si certains des leurs semblent pris pour cibles par le régime¹². Mais l'incapacité de traiter les sources des tensions nationales pourrait signifier le retour des violences passées (que l'opposition soit djihadiste, régionaliste, ou autre).

Le MIO représente un danger autrement plus concret à moyen terme. Il a été officiellement créé en 1998 par Tahir Yuldashev et Juma Namangani, mais trouve ses racines dès le début des années 1990. Les fondateurs étaient à l'époque à la tête d'un mouvement nommé Adolat (« Justice ») imposant l'ordre à Namangan par une justice « islamique » expéditive. La répression du régime n'a pas tardé à s'abattre sur ces militants clairement partisans de l'emploi de la violence pour fonder un État islamique. Nombreux sont ceux qui se sont exilés. Les djihadistes ouzbeks se sont formés à la chose militaire en combattant aux côtés des islamistes tadjiks. Déçus par le choix de paix de leurs anciens compagnons de lutte, ils ont décidé de créer leur propre mouvement, et de s'attaquer à I. Karimov. Leurs faits d'armes, du Tadjikistan en 1999 à l'Afghanistan en 2000, en passant par le Kirghizstan pour atteindre Tachkent, ont frappé les esprits et montré la fragilité régionale. Le MIO a pu continuer à recruter depuis l'Afghanistan. Avant l'attaque américaine contre les talibans, on lui attribuait environ 2 000 membres. Sans doute sous l'influence de Yuldashev, plus idéologue que Namangani, le MIO s'était alors positionné en allié des talibans et d'Al-Qaïda.

On a pu penser que la chute des talibans signifiait la destruction du MIO. Certes, Namangani est mort au combat en 2001. Mais le mouvement a gardé son leader idéologique, qui a fait sienne la lutte transnationale d'Al-Qaïda. Il a pu s'implanter dans la zone tribale pakistanaise. Il semblerait aujourd'hui que des Ouzbeks du MIO soient envoyés en Afghanistan

12. ICG, *Tajikistan's Politics: Confrontation or Consolidation?*, Douhanbé/Bruxelles, ICG, « Asia Briefing », n° 33, 19 mai 2004.

mener des attentats suicides. Ils se sont par ailleurs pleinement inscrits dans la lutte antigouvernementale voulue par Al-Qaida et certains talibans dans la zone tribale pakistanaise. Le Premier ministre pakistanais Youssouf Raza Gilani a présenté les djihadistes ouzbeks comme une des sources de l'instabilité régionale¹³. Par ailleurs, la violence terroriste a de nouveau frappé l'Ouzbékistan en mars-avril, puis en juin 2004. Il est probable que des membres ou des anciens membres du MIO soient responsables de ces actions. Le problème posé par le mouvement est donc loin d'être réglé. Et il touche désormais autant la zone nord que la zone sud de la Grande Asie centrale.

Le problème du MIO ouzbek touche le nord et le sud de la Grande Asie centrale

Les dangers à venir

Au-delà du MIO, on peut penser à deux dangers d'avenir : la naissance de nouveaux groupes ou groupuscules radicaux, y compris des cellules radicalisées ayant appartenu aux groupes non violents ; et la réponse inadéquate, parce que d'abord répressive, des régimes locaux.

Pour comprendre le problème djihadiste en Asie centrale, il faut se démarquer des spécialistes de l'islamisme dans cette région et accepter de ne pas penser seulement en termes de structures, et encore moins de grandes structures nationales. Les ouvrages classiques sur le sujet sont souvent divisés entre analyses du MIO, du PRI, et du HT. Ils ont tendance à voir les militants de ces groupes comme inéluctablement liés à ces organisations : il y a pourtant une grande fluidité dans le passage d'une organisation à une autre, et les militants de ces groupes changent d'allégeance selon leurs convictions du moment. On a vu des islamistes ouzbeks refuser de se battre aux côtés du PRI, et préférer abandonner l'option guerrière en se ralliant au HT. Mais on a vu des membres du HT, exaspérés par le choix de la non-violence, s'affilier au MIO¹⁴. Non seulement le passage des militants d'un groupe à un autre est important, mais de nouvelles circonstances amènent des recompositions, et donc l'apparition de nouvelles menaces. On prendra l'exemple du groupe du Djihad islamique, qui a revendiqué les attentats de mars-avril 2004, ainsi que ceux de juin 2004. Il semblerait que le groupe soit né d'une scission du MIO. Il aurait gardé des liens avec les talibans et Al-Qaida¹⁵. Il s'agirait d'une structure associant

13. A. Sidikov, « Features - Pakistan Blames IMU Militants for Afghan Border Unrest », *RFE/RL.org*, 2 juillet 2008.

14. V. V. Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle*, Lanham/Boulder (CO), Rowman & Littlefield, 2005, p. 176.

15. J. Nichol, *Central Asia: Regional Developments and Implications for U.S. Interests*, Washington DC, CRS, « Report for Congress », 14 décembre 2007.

différents groupuscules au recrutement très international, et dont l'importance sur le territoire centre-asiatique est encore à déterminer. La traque d'informations précises sur les évolutions du djihadisme régional est d'autant plus difficile que certains mouvements ne semblent exister que dans l'esprit des services de sécurité locaux. Ainsi, il n'y aucune preuve de l'existence d'un groupe comme Hizb el-Nusrah (Parti du Soutien) qui serait né d'une rupture avec le HT et prônerait la violence. De même, il n'est pas certain qu'un groupe comme l'Akramiyya, présenté comme responsable des tensions à Andijan en mai 2005, soit réellement important, voire même réel. Le problème de ces informations faussées est qu'elles peuvent faire oublier que le risque existe bel et bien pour la zone en général, et pour l'Ouzbékistan en particulier.

Au-delà des nouvelles structures djihadistes, c'est l'attitude des régimes locaux qui sera primordiale. Le danger doit surtout être géré aux niveaux idéologique et policier, maintenant que le MIO est basé au Pakistan et que le PRI a déposé les armes. Au niveau idéologique, les extrémistes gardent un certain avantage. Comme le remarque avec dépit un des religieux ouzbeks les plus importants, Cheikh Muhammad al-Sadiq, le HT est persécuté mais fait un important travail idéologique en produisant tracts et journaux ; les religieux ouzbeks payés par le gouvernement sont en revanche incapables de publier ne serait-ce qu'un livre pour s'opposer aux thèses des islamistes radicaux.

Au-delà de la lutte idéologique, il y a aussi la lutte antiterroriste. Le problème actuel réside dans l'importance de la répression. S'il ne s'agit pas de la seule méthode utilisée par les régimes locaux pour combattre le djihadisme, elle reste largement prépondérante, plus encore dans les situations de crise. Au quotidien, elle peut toucher des personnes qui ne sont en rien un danger, mais soupçonnées de par leur religiosité apparente, ou leurs liens de parenté avec un suspect. Les arrestations arbitraires sont nombreuses¹⁶. Tout cela pourrait constituer un facteur aggravant du problème djihadiste. Le manque d'informations sur les évolutions des milieux islamistes radicaux en Asie centrale venant renforcer la tendance au tout répressif.

Par ailleurs, des luttes de pouvoir extrêmement violentes entre des réseaux, clans, ou régions en concurrence, aggravent les tensions sécuritaires dans la zone. Dans le cas des attaques terroristes à Tachkent de février 1999, comme pour la rébellion puis la lourde répression d'Andijan en mai

16. Sur cette question, voir R. Zanca, « "Explaining" Islam in Central Asia: an Anthropological Approach for Uzbekistan », *Journal of Muslim Minority Affairs*, vol. 24, n°1, avril 2004, p. 104.

2005, il y a de fortes suspicions que le coupable ne soit pas un mouvement djihadiste, mais un protagoniste de la lutte pour le pouvoir. Dans les deux cas, pris de court par les événements, c'est par la force que le pouvoir légal a réaffirmé son autorité. La fragilité des régimes en place et le flou des modalités de succession risquent fort à l'avenir de compliquer la lutte anti-terroriste.

Au-delà de la frontière soviétique : le danger djihadiste en Grande Asie centrale

Les mouvements violents peuvent être vus comme révélateurs du djihadisme en Asie centrale. Ils sont nés d'une impulsion locale. La menace terroriste ne pourra donc s'estomper que si elle est traitée au niveau des républiques de la région. La logique de répression a montré ses limites : pour lutter contre les terroristes, les dirigeants d'Asie centrale devront trouver l'appui de leurs populations. Un consensus plus grand ne fera pas disparaître le djihadisme mais il réduira largement les possibilités de recrutement et le recours à la violence. Cependant tout ne dépend pas des leaders locaux. Le voisinage est une donnée problématique. L'Afghanistan et le Pakistan, zone sud de la Grande Asie centrale, ont un impact non négligeable sur la zone nord.

Pourquoi la sécurité centre-asiatique est-elle liée à l'évolution de la zone afghano-pakistanaise ?

L'Afghanistan a servi de refuge aux islamistes centre-asiatiques, leur permettant de continuer le combat. Il leur a donné une base de repli, mais aussi la protection réelle des talibans. Les États post-soviétiques craignaient leur voisin du Sud avant 2001. On l'a vu avec la réaction initiale du leadership ouzbek à la demande américaine d'une base militaire sur son territoire. Contrairement à ce qui est souvent dit, I. Karimov n'a pas immédiatement accepté l'idée d'une telle base¹⁷, craignant la réaction des talibans si Tachkent se plaçait trop clairement dans l'orbite pro-américaine. Le scénario catastrophe était, aux yeux du président ouzbek, que les États-Unis quittent la région sans l'avoir totalement débarrassée des talibans, ce qui aurait signifié une revanche certaine de l'Émirat islamique d'Afghanistan¹⁸. Les États de la zone, en particulier le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, ont alors pensé qu'ils avaient un ennemi à leurs frontières. On peut même parler d'une situation de

17. R. Rand, *Tamerlane's Children. Dispatches from Contemporary Uzbekistan*, Oxford, Oneworld, 2006, p. 14-16.

18. Titre officiel de l'État afghan sous les talibans.

guerre froide entre l'Asie centrale et la Russie d'un côté, l'Afghanistan des talibans de l'autre, entre 1997 et 2001¹⁹.

Les choses auraient pu se passer autrement si les talibans n'avaient offert asile aux djihadistes centre-asiatiques. Mais à partir de la fin des années 1990, le mollah Omar a fortement dépendu des combattants étrangers dans la lutte contre l'Alliance du Nord. Et les islamistes ouzbeks se sont montrés de précieux alliés : pendant l'hiver 2000, 600 soldats du MIO ont lutté aux côtés de leurs hôtes afghans²⁰. En plus de combattre pour les

talibans, ils menaient un travail de propagande en tentant de recruter des Ouzbeks d'Afghanistan. Si l'alliance entre djihadistes locaux et centre-asiatiques fut aussi forte, ce n'est donc pas pour des raisons idéologiques, mais plutôt parce que les buts recherchés étaient indissociables. Les talibans

C'est en Afghanistan que les islamistes centre-asiatiques se rapprochent d'Al-Qaïda

voulaient se débarrasser de l'Alliance du Nord et les radicaux centre-asiatiques souhaitaient faire tomber les régimes qui étaient des soutiens d'importance pour le commandant Massoud. Si les alliés n'allaient pas dans leur sens, les talibans savaient d'ailleurs y mettre bon ordre. Ainsi les Ouïgours venus du Xinjiang ont-ils dû arrêter toute action militaire contre la Chine, les talibans souhaitant développer de cordiales relations avec Pékin²¹.

La base afghane aura également permis aux Centre-Asiatiques de se connecter au djihadisme international, notamment en se rapprochant d'Al-Qaïda. Ils attirèrent par exemple l'attention d'un important théoricien de l'islamisme radical, Abu Musab al-Suri. Ce dernier voyait dans l'Asie centrale (surtout l'Ouzbékistan) une zone clé pour la guerre contre l'Occident – et l'accès aux armes de destruction massive ex-soviétiques²². Il a formé des combattants ouzbeks lors de « séminaires » dans les camps d'entraînement pour étrangers en Afghanistan. Il s'est même vanté d'avoir formé ceux qui ont mené les attaques en Ouzbékistan en 2004²³. Le refuge afghan aura aussi permis aux islamistes

19. L. Jonson, *Tajikistan in the New Central Asia, Geopolitics, Great Power Rivalry and Radical Islam*, New York, I.B. Tauris, « International Library of Central Asia Studies », 2006, p. 97.

20. R. Johnson, *Oil, Islam, and Conflict. Central Asia Since 1945*, Chicago, University of Chicago Press, « Reaktion Books - Contemporary Worlds », 2007, p. 132.

21. B. Lia, *Architect of Global Jihad: The Life of Al Qaeda Strategist Abu Mus'ab Al-Suri*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 248.

22. Son intérêt touchait en fait l'ensemble de la Grande Asie centrale : le contrôle des talibans sur l'Afghanistan, et la déstabilisation possible d'un Pakistan nucléaire, semblent d'une même importance que la lutte en Asie centrale post-soviétique. L'un des plus grands théoriciens djihadistes a donc, de fait, fait sien le concept de Grande Asie centrale.

23. B. Lia, *op. cit.* [21], p. 262-263.

centre-asiatiques d'être influencés par les débats internes au djihad. Abu Musab al-Suri a, par exemple, théorisé la logique d'une lutte abandonnant la structure hiérarchique pour un combat en cellules sans leader ou hiérarchie précise, difficile à combattre par le classique contre-terrorisme. Une telle influence risque d'avoir un impact fort dans les années à venir.

La chute de l'Émirat du mollah Omar n'a rien changé. Malgré quelques tensions, les djihadistes ouzbeks et afghans restent alliés, et toujours opérationnels. Ayant perdu le contrôle de Kaboul, ils sont maintenant plus au Sud, dans la région frontalière afghano-pakistanaise. Certes, les néo-talibans²⁴ restent autant des nationalistes pachtounes que des islamistes, comme les talibans des années 1990. Ils souhaitent prendre le pouvoir en Afghanistan, et non instaurer un califat mondial. Mais ils sont plus marqués par la vision djihadiste propagée par Al-Qaïda que leurs prédécesseurs²⁵. Leur victoire ferait donc retomber les pays d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan, dans la crainte de leur voisin du Sud, et la montée des tensions redeviendrait possible, dans les républiques post-soviétiques et au niveau régional. Leaders européens et américains doivent savoir qu'une défaite en Afghanistan mettrait probablement l'ensemble de la Grande Asie centrale en péril.

Tant que la menace des néo-talibans ne sera pas éradiquée, le danger djihadiste demeurera d'actualité dans la zone. L'Afghanistan et l'Asie centrale doivent en partie ce problème aux choix stratégiques pakistanais. Il faut ici éviter la caricature : plus que toute autre nation, le Pakistan a lutté contre Al-Qaïda après le 11 septembre, permettant des captures de première importance. Mais le sentiment d'insécurité stratégique d'Islamabad a incité les élites du pays à mener une politique étrangère fortement islamique. Il s'agissait de donner une identité à une nation ébranlée par la perte du territoire devenu le Bangladesh (1971), et de trouver un moyen de se protéger efficacement face à l'Inde, et à l'Afghanistan qui lorgnait sur les territoires pakistanais peuplés de Pachtounes²⁶. Les talibans doivent en bonne part leur existence et leurs succès à l'aide pakistanaise. Au-delà de l'Afghanistan, le Pakistan a accepté d'accueillir sur son sol islamistes ouzbeks et tadjiks, et les réseaux religieux locaux ont soutenu le PRI et le

24. Si la direction est restée à peu près la même avant et après l'action américaine, les soldats du mouvement ne sont pas forcément les mêmes : beaucoup sont trop jeunes pour avoir connus les campagnes des années 1990. D'anciens talibans ont refusé de reprendre du service contre les Américains.

25. A. Giustozzi, *Koran, Kalashnikov, and Laptop: The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2008, p. 13-14.

26. Historiquement, les Pachtounes ont été la colonne vertébrale de l'État afghan, et l'ont dirigé à deux exceptions près. Le but de l'Afghanistan est donc, historiquement, d'unir tous les Pachtounes dans un seul État.

MIO²⁷. Les choses ont changé depuis le 11 septembre, mais les problèmes qui ont poussé le Pakistan à agir de la sorte n'ont pas été réglés. De l'avenir d'Islamabad dépendent toujours les évolutions djihadistes dans le reste de la Grande Asie centrale.

*Une zone afghano-pakistanaise inquiétante
pour l'ensemble de la Grande Asie centrale*

En Afghanistan, on a trop vite considéré la mission accomplie. La direction des talibans, comme nombre de djihadistes étrangers, a réussi à se mettre à l'abri de l'autre côté de la frontière afghano-pakistanaise, en zone pachtoune. Dès 2002, une résistance s'est organisée contre les troupes de la coalition. Dès l'été, il était possible de constater un ciblage systématique de toute personne pouvant être considérée comme « collaborant » avec les Américains dans les régions proches de la frontière pakistanaise. À l'été 2003, les bases américaines elles-mêmes étaient attaquées. À partir de là,

**Une solution seulement
militaire est impossible
en Afghanistan**

les néo-talibans ont réussi à s'implanter de nouveau sur le territoire afghan, en se montrant pragmatiques et à l'écoute des populations locales pachtounes. Par ailleurs, si le mollah Omar et sa suite ont toujours une influence réelle, l'organisation des néo-talibans n'est pas aussi hiérarchique que celle des talibans des années 1990. On a plutôt affaire aujourd'hui à des groupes distincts collaborant pour une même cause : bouter les étrangers hors d'Afghanistan. Leur caractère populaire et nationaliste pachtoune fera de ces néo-talibans des adversaires difficiles à battre. Une solution uniquement militaire serait sans doute impossible à obtenir. La victoire exigerait, en sus d'une volonté militaire, une lutte idéologique plus systématique, voire une négociation politique (avec les néo-talibans prêts à collaborer avec le nouveau pouvoir à Kaboul).

Pour le Pakistan, le défi risque d'être particulièrement important dans les années à venir. Pervez Moucharraf n'a pu obtenir des États-Unis ni du reste du monde la compréhension du point de vue d'Islamabad sur la question du Cachemire, véritable cause nationale. Les pressions du pouvoir pour empêcher les infiltrations de djihadistes en territoire indien ont entraîné une montée des tensions importante. L'ironie de l'histoire veut que la politique étrangère du Pakistan, qui a soutenu les combattants islamistes au nom de la recherche d'une profondeur stratégique, leur offre aujourd'hui cette même profondeur en territoire pakistanaise. Les groupes djihadistes afghans ont en effet réussi à s'imposer par une campagne de

27. Ch. Jaffrelot (dir.), *Le Pakistan*, Paris, Fayard, 2000, p. 251

meurtres et d'intimidation contre les autorités traditionnelles. Deux cents leaders tribaux auraient ainsi été liquidés pour avoir refusé de se soumettre aux diktats des néo-talibans. Les armées pakistanaises ont essayé de changer la donne, sans succès. Il semblerait que le territoire englobant la frontière afghano-pakistanaise soit, de fait, sous contrôle des djihadistes. Depuis 2006, leur influence se fait sentir jusqu'à Peshawar, voire jusqu'à Islamabad. Washington comme Bruxelles commencent – depuis 2007 – à comprendre l'ampleur du problème²⁸.

On ne peut mesurer la menace qui pèse sur cette région que si l'on adopte deux angles de réflexion : l'approche locale, et l'approche de type « Grande Asie centrale ». Une vision régionale permet de mieux évaluer les problèmes pouvant affecter la stabilité des pays plus au Nord, notamment l'Ouzbékistan. Elle permet également de faire transparaître la responsabilité internationale dans la sécurité centre-asiatique. Cette dernière sera un vain mot tant que Kaboul n'aura pas réglé, militairement ou politiquement, le problème néo-taliban, et tant que la situation ne se sera pas améliorée dans la zone tribale pakistanaise.

Une meilleure compréhension passe également par l'abandon d'une vision figée des mouvements islamistes. Le scénario le plus probable à l'avenir pour le djihadisme centre-asiatique semble être composé de scissions et recompositions des mouvements que l'on connaît déjà, de l'apparition de nouveaux groupes adaptant leur mode d'action à la situation politique du moment, et de l'ombre toujours menaçante du MIO (peut-être sous la forme du groupe du Djihad islamique). Les groupes extrêmes mais non violents, malgré les fantasmes qu'ils ont pu susciter, n'apparaissent pas comme un véritable danger. Le défi à moyen terme sera de bien saisir la nature de la menace, et de ne pas lâcher la proie pour l'ombre.

PF

MOTS CLÉS

Asie centrale, Djihadisme, Ouzbékistan, Afghanistan, Pakistan

28. Th.H. Johnson et M. Chris Mason, « No Sign Until the Burst of Fire. Understanding the Pakistan-Afghanistan Frontier », *International Security*, vol. 32, n°4, printemps 2008, p.41-77.

